10 centimes le N°. Liége, le 10 Janvier 1875. 3e Année — N° 2.

Abonnement, payable anticipativement :
UN AN, fr. 4,00
SIX MOIS, fr. 2,00
TROIS MOIS, fr. 1,00
Pour l'étranger, le port en sus.

On ne reçoit que les lettres et paquets affranchis.

Rédaction et Administration :
Rue de la Madeleine, 3, Liége

L'AMI DU PEUPLE,

Journal Socialiste-Révolutionnaire,

ORGANE DE LA FÉDÉRATION DU BASSIN DE LIÉGE,

PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES.

Dépôts :
On peut se procurer le journal : à Liége, au café du *Canon d'Or*, rue de la Madeleine, 3 ; à Verviers, chez P. BRAGARD-GILLET, rue Saint-Antoine, et chez DAMSEAUX, rue du Moulin, à l'Encyclopédie ; à Ensival, chez G. MALEMPREZ, Grand'-Place, 24 ; à Bruxelles, chez VERRICKEN, rue Haute, 126 ; à Montigny-sur-Sambre, chez CLOART, la Longue-Bourse.

VIVRE EN TRAVAILLANT OU MOURIR EN COMBATTANT. TOUT PAR LE TRAVAIL ET RIEN SANS LE TRAVAIL.

Avis.

Un cas de force majeure nous oblige à postposer de nouveau le concert qui devait avoir lieu le 24 de ce mois.

Association internationale des Travailleurs.

Fédération Liégeoise.

Le Consil régional a publié, dans le journal *le Mirabeau* du 3 janvier, une proposition qui concerne notre Fédération et le journal *l'Ami du Peuple*. Nous attendrons, pour y répondre, la décision que prendra un Conseil d'arbitrage ; nous avons écrit, à ce sujet, aux Fédérations belges.

Quant à ce qui concerne le sieur Vannès, nous maintenons son exclusion.

Ce que veulent les Révolutionnaires et par quoi ils remplaceront l'ordre bourgeois.

(*Suite et fin.*)

Nous avons dit, dans notre précédent article, que si la bourgeoisie avait, lorsqu'il en était encore temps, pris une détermination, si elle avait commencé la réforme économique, et participé ainsi à la rénovation réclamée par la raison et l'équité, elle eût rendu inutile, impossible le grand cataclysme révolutionnaire qui se prépare. Mais, désormais, elle est déchue ; elle s'est rendue indigne d'aucun égard ni considération ; elle est tombée au dernier degré d'imbécilité et de corruption ; n'ayant rien compris aux idées de son temps, son temps l'a vouée à la haine et au mépris. La révolution, qu'elle a reniée se fera sans elle, malgré elle, et contre elle. Elle a voulu la guerre, qu'elle en paie donc les frais, qu'elle recueille les fruits de sa corruption. Elle ne cesse de perpétuer l'ignorance et la misère du peuple ; et bientôt elle fera l'essai de la colère et des terribles représailles de ce dernier.

A ceux qui veulent bénéficier de l'indulgence révolutionnaire, qu'ils comprennent donc qu'il est temps de cesser cette lutte impie à nos justes revendications! Qu'ils se rallient à nous à titre de citoyen, en nous aidant à terrasser le despotisme et à faire triompher le droit. Que la bourgeoisie le sache, plus elle retardera l'heure de la révolution, plus celle-ci sera terrible, plus sa ruine sera complète ; qu'elle ne compte pas sur les impatiences populaires ; elle se trompe si elle croit encore à ses vieux moyens de persécution et provocation ; elle doit voir ce calme sinistre, précurseur de l'orage, chaque fois qu'elle veut employer ces moyens provocateurs, comme par exemple en Allemagne et en Italie, les derniers emprisonnements de nos amis, la suppression des associations ouvrières, ainsi que de leurs organes. Qu'ils sachent donc ces exploiteurs que nous saurons contenir nos impatiences jusqu'au jour où, partout à la fois, du sud au nord, de l'est à l'ouest, la trompette révolutionnaire sonne le réveil des peuples. La solidarité dans la misère finira par produire la solidarité dans les conséquences de la révolution.

Que nos ennemis sachent donc que nous sommes révolutionnaires, que nous connaissons toutes les conséquences de la révolution, et que, par conséquent, nous ne sommes pas partisans de faire éparpiller nos forces dans des émeutes insensées. De même que nous n'avons aucunement foi dans des prétendues réformes politiques octroyées par Messieurs nos maîtres, peu nous importe aussi les différentes formes de gouvernement ; que celui-ci soit monarchiste ou républicain, la lutte n'existe pas, de nos jours, entre le libéral et le clérical ; deux partis se trouvent seuls en présence, celui des révolutionnaires et celui des réactionnaires, c'est-à-dire celui des repus et des satisfaits contre celui des meurt-de-faim. De ces deux partis qu'on choisisse donc le sien.

Nous sommes placés dans cette alternative de reculer en nous courbant sous le poids du despotisme qui se manifeste sous toutes ses formes, *politique et économique*, ou briser définitivement avec le vieux monde et les préjugés qui l'entourent.

Or, ne sont réellement révolutionnaires que ceux qui veulent, avec nous, rompre franchement et sans transaction aucune avec la vieille société ; que ceux qui, comme nous, veulent rendre à l'homme l'exercice de ses droits dans toutes leurs plénitudes, se rallient à nous. Mais, cette fois, ce n'est plus sur de simples formules menteuses que nous voulons établir le droit de l'homme, c'est sur des faits indestructibles que nous devons l'asseoir ; ce n'est plus l'égalité devant la loi qui peut nous satisfaire, *c'est l'égalité dans tous les rapports sociaux*.

Pour ne pas laisser d'équivoque à ceux qui sont encore imbus des préjugés politiques bourgeois, nous leur exposeront les déductions historiques des peuples qui sont écloses de la grande révolution de 89. Il y avait déjà alors une secte, *les Babouvistes, qui déclarait, en principe, que la révolution n'était pas finie, tant que des individus absorberont les produits des autres ; tant que les prolétaires seront sous la dépendance de leurs maîtres, ils leur seront soumis en esclaves.*

Depuis cette grande révolution, la bourgeoisie a su, avec son or, établir en principe et en système, ce qu'elle appelle l'ordre, et même en dernier lieu, pour mieux caractériser son hypocrisie, elle a doublé ce mot de *morale* ; qu'elle est donc belle cette morale qui justifie l'exploitation de l'homme par l'homme, *c'est-à-dire le vol justifié*, et comment qualifier cet ordre autrement que par ces mots : *l'ordre des cartouches*.

A cet ordre des exploiteurs qui perpétue le paupérisme, nous devons répondre par l'ordre des travailleurs, basé sur la justice, c'est-à-dire que l'organisation du travail doit porter dans les flancs le règne de l'égalité, et cette égalité ne sera un fait qu'autant que castes et classes n'auront pas disparu en fait ; que la nouvelle société, étant basée sur le travail, soit organisée pour le défendre contre les animaux voraces, à face humaine.

Qu'on ne vienne donc plus nous parler du droit des uns, qui nagent dans l'abondance sans rien produire, et le sort providentiel des autres de s'épuiser en travaillant pour eux.

Chaque homme, en naissant, doit avoir un droit égal à la vie ; mais, pour jouir de ce droit, il doit se soumettre à cette nécessité sociale, *le travail* ; or, dans une société basée sur un ordre vraiment moral et juste, il doit être érigé en fait ce grand principe : *celui qui ne produit pas n'a pas le droit de consommer*. Préparez-vous donc, nobles bourgeois, millionnaires, spéculateurs, exploiteurs de toute espèce, préparez-vous, ceintrez vos ventres, car la révolution va vous fermer les magasins où sont déposés les produits de nos labeurs.

G.

Revue politique.

La lutte entre la papauté et les gouvernements prend des proportions inquiétantes pour l'avenir. Le pape est bien décidé aujourd'hui à faire une guerre acharnée à la Révolution ; il donne à ses évêques des ordres en conséquence, tout comme un général en chef donne des ordres pour occuper telle ou telle position. Pour le moment, la lutte s'étend sur le monde entier.

Dans une récente séance d'une Association libérale belge, un des chefs doctrinaires a dit qu'en Belgique l'oppression cléricale était si forte et enlève si complètement toutes chances à une solution légale, qu'il est à prévoir que le libéralisme belge sera fatalement conduit à prendre les armes. — C'est là qu'aboutiront forcément toutes les intrigues et les menées du clergé catholique, en Belgique surtout, où ce sont les cléricaux qui sont au pouvoir, qui dirigent l'instruction et qui nomment les professeurs dans les universités. Quoique l'on ait toujours dit du roi qu'il règne mais ne gouverne pas, il serait beaucoup plus logique de dire : le roi règne, mais le pape gouverne, car c'est bien lui qui dirige le royaume.

Les gros sous continuent à pleuvoir dans les chapeaux des curés pour le Denier de St-Pierre. C'est « M. Canard » qui est chargé de les porter en offrande au pauvre prisonnier du Vatican ; les temps sont durs et il faut bien de l'argent pour soutenir une guerre aussi morale.

Notre correspondant de Paris nous signale une grande misère dans la population. — Voir plus loin les détails.

On donne la date du 7 février comme positivement arrêtée dans la pensée du gouvernement pour les élections législatives destinées à combler tous les vides qui existent actuellement dans l'Assemblée de Versailles.

Quoique la France soit en République, l'état de siége n'en continue pas moins à supprimer toutes les libertés du peuple et à conduire ce pays dans la plus affreuse misère. Cette république du moment est bien inférieure à la monarchie rêvée par Mirabeau.

Dans une circulaire de M. de Bismarck à M. d'Arnim, ambassadeur à Paris en 1872, le chancelier appelle l'attention de son délégué sur l'éventualité d'une élection papale qu'il considère comme très-grave au point de vue de l'infaillibilité nouvellement proclamée et de ses dangers pour les gouvernements civils ; il l'engage à soumettre ces considérations auprès du gouvernement français.

En Suisse, le Conseil fédéral continue à lutter contre les empiètements du clergé ; il vient encore d'expulser un prêtre réfractaire aux lois votées par la Constitution.

Au Mexique, la Chambre des députés vient d'adopter une loi qui a pour but d'assurer la séparation absolue des Eglises et de l'Etat ; le journal de Mexico, *le Trait d'union*, nous apporte un résumé des dispositions votées

L'Etat ne se charge plus de donner ni de faire donner l'enseignement des dogmes religieux

Les pratiques officielles du culte sont interdites dans les établissements d'instruction de la fédération des Etats ou des municipalités, sous peine d'une amende de 25 à 200 piastres et de la destitution en cas de récidive, pour le professeur qui a obligé ses élèves à y participer.

Aucune autorité civile, aucune corporation, aucun corps de troupe ne peut plus assister, avec un caractère officiel, aux actes ou exercices d'aucun culte. En dehors des fêtes purement civiles, tous les jours fériés sont supprimés. La désignation des dimanches subsistera pour permettre aux

employés de se reposer ces jours-là de leurs travaux.

Aucun acte religieux ne pourra s'effectuer publiquement, si ce n'est dans l'intérieur des temples, sous peine d'une amende, pour les délinquants, de 10 ou 200 piastres, ou de deux à quinze jours de prison.

Il est défendu aux ministres des cultes, sous peine d'une amende de 10 à 200 piastres, de porter hors des temples un costume spécial ou des insignes distinctifs de leur caractère.

Toutes les réunions qui auront lieu dans les temples seront publiques. L'autorité pourra y exercer son office, aussi souvent que les circonstances l'exigeront.

Aucune institution religieuse ne pourra acquérir des biens immeubles ou des capitaux hypothéqués sur des immeubles.

« L'Etat ne reconnaît pas d'ordres monastiques et ne peut permettre leur établissement sous quelque dénomination ou sous quelque objet qu'ils prétendent s'ériger. Les ordres clandestins qui s'établiront, seront considérés comme des réunions illicites que l'autorité peut dissoudre; en tous cas, les chefs supérieurs et directeurs seront jugés comme coupables de violation des garanties individuelles comprises dans l'article 973 du Code pénal.

Cet article, qui entraîne la suppression des sœurs de charité qui exercent leurs œuvres dans un grand nombre d'hôpitaux et d'écoles, a soulevé une grande émotion, néanmoins il a été adopté à une grande majorité.

Nous avons tous lieu de nous réjouir de cette loi, qui frappe si justement l'hydre de la superstition et de la cupidité; braves Mexicains, continuez à frapper au cœur vos ennemis; après Maximilien, qui représentait la royauté, les religions qui représentent l'ignorance et l'asservissement des peuples, demain, ce sera le tour des exploiteurs et de la bourgeoisie!

Des événements bien douloureux pour tous les républicains, viennent de se passer en Espagne.

Tandis qu'elle luttait contre le Carlisme dans le Nord, un général, Martinez Campos, prenait l'initiative d'un mouvement Alphonsiste dans l'armée du Centre avec le concours de son chef, le général Jovellar; à Madrid un ancien député Carnovas del Castillo et le gouverneur militaire de la capitale Prima de Rivera mettaient le gouvernement à la porte, en installaient un autre et proclamaient le fils d'Isabelle II Alphonse XII, roi d'Espagne, au milieu de l'indifférence générale. A l'armée du Nord, le général Laserna adhérait avec enthousiasme et Serrano, son chef, s'empressait de passer le plumet au jeune Alphonse.

« Tout est pour le mieux dans le meilleur des pronunciamientos, » mais on sait que, dans ce pays, les choses ne se passent pas comme ailleurs. Là, surtout, il convient d'attendre la fin des événements.

Serrano a perpétré le crime qu'il préméditait depuis longtemps, mais n'ayant pas le courage de faire lui-même ce coup de main, il était parti pour l'armée du Nord, laissant les conspirateurs faire leurs affaires à Madrid. Il a servi la République pour mieux la perdre, il a livré le pays pieds et poings liés à ses ennemis; demain ce sera le tour à Mac-Mahon...

Voilà donc tous les marforris au pouvoir et leur produit à leur tête, l'enfant d'Isabelle, *la porta*, comme disent les Espagnols.

Le premier acte du jeune Allonzo a été d'envoyer un télégramme au Pape pour lui demander sa bénédiction et lui donner l'assurance que, comme ses ancêtres, il serait le défenseur des droits de la Papauté. Le nouveau régime est ainsi caractérisé mieux qu'il ne le sera jamais par tous les discours que ce « fruit de la débauche » pourra tenir, soit *coram populo*, soit à des journalistes dans le silence de son cabinet.

Mais, nous nous demandons si tout le pays l'acceptera, si les forces républicaines armées l'accepteront? C'est ce que nous ne tarderons pas à apprendre.

Le premier gouvernement qui a reconnu ce coup d'Etat et cet avorton pour roi, oh! honte pour nous, Belges, c'est Léopold II, le roi des Belges. Il lui a fait des compliments et des vœux fervents pour sa bonne réussite.

GEORGES LEBRENN.

P. S. Une dernière nouvelle qui doit bien intéresser tous les travailleurs. Le Pape vient de donner une Encyclique ordonnant un jubilé pour 1875, comme devant être d'une grande efficacité pour l'Eglise catholique.

GEORGES LEBRENN.

VARIÉTÉ.

LE 10 AOUT.

La Commune insurrectionnelle.

Qu'est-ce que le 10 Août 1792?

C'est la journée où éclata dans le peuple la conviction que Louis XVI doit cesser de régner, ou l'indépendance nationale doit périr.

On a vu combien cette pensée avait été lente à se former. Enfin, la lumière s'est faite.

La Législative, en proclamant, le 11 Juillet, la patrie en danger, a déchaîné les imaginations. Chacun cherche autour de soi. Brunswick, par son manifeste connu le 28 ou le 29, achève d'ouvrir les yeux de ceux qui auraient voulu douter encore. Il donne un corps aux spectres qui obsèdent les esprits.

On tourna ses regards vers cette armée menaçante des Prussiens, dont les étapes étaient comptées, et pour s'y opposer que trouvait-on?

Un roi complice qui mettait son salut dans la défaite de la France.

Les plus inconnus, les plus misérables, ceux qui tiennent le plus à la patrie parce qu'ils ne possèdent pas d'autre bien, sentent qu'il n'y a plus un moment à perdre pour mettre le gouvernement en d'autres mains; ils prennent sur eux la tâche dont leurs chefs s'effraient.

Ce fut la journée de l'instinct, celle où parut le mieux la force qui éclate dans la foule, quand tous les moyens ont été épuisés. Voilà pourquoi il est si difficile de découvrir ce que firent les chefs.

Où était Robespierre? Les recherches les plus patientes n'ont pu retrouver ses traces. Il douta du succès et refusa d'entrer dans un projet dont il ne prévoyait que désastre.

Il en fut de même de Pétrois, le maire de Paris. Personne plus que lui ne désirait le triomphe de l'insurrection, personne n'en doutait davantage. Le 3 août, il avait apporté à l'Assemblée législative la demande de la déchéance du roi au nom de quarante-sept sections de Paris.

Malgré cette quasi-humanité, l'Assemblée hésite à faire le dernier pas. L'image de la royauté, à la veille de périr, semble se réveiller. Ce n'était plus qu'une ombre, elle imposait encore. Presque tous lui croyaient, et elle-même se croyait des forces qui n'étaient nulle part. Il s'agissait de frapper un dernier coup sur un fantôme armé de mille ans de souvenir: nul ne se sentait le cœur de l'achever.

Merlin de Thionville, Bazire, Labat, aiguillonnent vainement l'Assemblée; elle l'écoute et refuse de décider.

Les Jacobins s'excitent par des paroles, ils ajournent les actes.

Chacun voit qu'il s'agit d'une heure décisive, et ceux que l'on avait coutume de suivre trouvent de nouvelles raisons de temporiser; ou, s'ils tentent quelque mouvement, ils reviennent aussitôt sur leurs pas. Les jours se passent en de vains essais d'insurrection que la crainte réciproque empêche à la fois de faire éclater ou d'étouffer en germe.

Le lendemain de l'arrivée des fédérés de Marseille, Barbaroux a projeté d'investir, à leur tête, les Tuileries; il veut menacer, non frapper, comme si, lorsqu'on déchaîne les éléments, on était sûr de les retenir à son gré. Au reste, cette menace, il n'a pu l'exécuter par la faute, dit-il, de Santerre; qu'il a vainement promis le faubourg Saint-Antoine. Le 5, la section Mauconseil a résolu de marcher et de mettre Santerre à sa tête. Santerre se déclare malade. Le 6, c'est le tour des sectionnaires des Gobelins. Eux aussi avaient décidé de donner le signal, ils s'étaient ravisés.

Ainsi, les jacobins eux-mêmes manquent d'audace à cet instant suprême. La cour, s'il faut lui laisser ce nom, commence à espérer que tant de fausses entreprises lasseront leurs auteurs, ou, s'ils osent attaquer, c'est à elle sans doute que restera la victoire décisive.

Qui mit un terme à ces irrésolutions? Qui raffermit les volontés? Qui fixa le jour, l'heure et donna une seule pensée à la foule? Je veux bien croire que Danton ne faillit pas à lui-même, à pareil moment, et qu'il mit dans la balance le poids de ses colères.

Pourtant, quand je le vois, dans la nuit du 10 août, si peu empressé jusqu'à minuit, se laisser harceler et presque enlever par les impatients, et, après de courtes absences, rentrer, se coucher et dormir, j'ai peine à reconnaître en lui l'activité d'un chef qui a tous les fils dans sa main. Il paraît céder au torrent plutôt que de commander: à moins que l'on n'aime mieux reconnaître dans ce sommeil tranquille la confiance d'un chef qui, ayant tout préparé, se repose d'avance dans la victoire.

Une seule chose est certaine. Vers minuit, par des rues séparées, et de tous les points de Paris, arrivent à l'Hôtel-de-Ville quatre-vingt-deux hommes, presque tous inconnus. A ce nom, déjà redoutable, de commissaire des sections, les fonctionnaires les laissent entrer; ils venaient d'être élus, à cette heure tardive, précipitamment par vingt-six sections de Paris. On dit que dans plusieurs des quartiers ils n'avaient été choisis que par un petit nombre et au dernier moment. Ce qui confirme que les résolutions les plus audacieuses se prennent dans la nuit, et n'appartiennent jamais qu'à quelques-uns.

C'étaient des hommes de toutes professions: artisans, gens de loi, scribes, marchands; parmi eux ne se trouvait aucun des personnages qui ont laissé un nom dans la Révolution, si ce n'est peut-être Hébert, Léonard Bourdon et Rossignol; presque tous ne devaient avoir que cette heure nocturne de vie politique.

(*A continuer*)

On se souvient que le sieur Perrot, rapporteur de la Commission d'enquête sur la campagne de 70-71, est venu à la tribune de l'Assemblée de Versailles lire son rapport, qui est plutôt un acte d'accusation contre le général Garibaldi, et qui termine en disant que si ç'avait été un général français, la Commission aurait demandé de le poursuivre devant un Conseil de guerre.

Ces lâches insulteurs ont presque applaudi aux paroles de ce misérable qui venait vanter les maréchaux et généraux de Sedan et souiller par de fausses accusations ce brave et généreux champion de la démocratie qui donna son sang, ses fils et sa fortune au service de la France.

Le citoyen Garibaldi vient d'adresser la lettre suivante à l'ex-chef d'état major de l'armée des Vosges, le général Bordone.

Caprera, 15 décembre 1874.

Mon cher Bordone.

Jamais période, dans toute l'histoire militaire de la France, n'a été marquée par tant d'abaissement et tant d'imbécilité (*imbécillità*) que celle qui a commencé en 1870 et qui se continue jusqu'à nos jours, sans qu'on puisse en prévoir la fin.

Corrompue par le double mal d'un despotisme déguisé et du cléricalisme le plus masqué et le plus menteur qui se soit jamais vu, la noble nation qui, il y a moins d'un siècle, proclamait les saints principes de la raison et des droits de l'homme, présente aujourd'hui au monde étonné le dégoûtant spectacle d'une décadence dégradante (*il dégustoso spettacolo di una degradante decadenza*) comme l'histoire n'en a jamais vu.

Avec les processions, les miracles, les mensonges, cette scorie de la France qu'on appelle les *ruraux et les prêtres* vondrait effacer la honte sous laquelle a sombré le glorieux vaisseau de la France.

Les prêtres et l'aristocratie ancienne et moderne de la France ont engendré ou ressuscité l'empire, et, conséquence nécessaire de cet avortement monstrueux (*monstruoso aborto*), causé la destruction de la plus belle des armées dans les quatre catastrophes: *Metz, Sedan, Paris* et le *Jura*, où les chefs suprêmes des armées, sans exception, ont conduit leurs soldats à la boucherie et à l'esclavage, en montrant un idiotisme et une stupidité (*idiotismo e stupidità*) dont on ne saurait trouver d'exemple ailleurs.

Des armées de plus de 100,000 hommes, cernées par des armées inférieures en nombre et obligées de déposer les armes sont des faits incroyables; c'est là le *motif* VRAI de la haine et des rancunes contre la petite et brave armée des Vosges qui n'eut point le tort de se laisser battre et écraser comme les *grands* maréchaux de l'Empire.

« Voilà les barricades qui sauveront le centre de la France », disait un paysan français, en montrant une traînée rouge que sa charrue avait produite en déterrant les restes d'un des valeureux défenseurs de Dijon.

Pour nous, la parole de sympathie et de fraternité de ce paysan suffit et nous dédommage des invectives grossières, venimeuses et impérissables que nous lancent les ruraux et la sacristie.

D'après le rapport de M. Perrot à l'Assemblée française. Ricciotti, le jeune vainqueur de Châtillon, avec ses 1,200 francs-tireurs français, aurait *lâchement* permis aux 30,000 hommes de Manteuffel de marcher sur l'Est.

L'admiration de ceux qui ont connu ce jeune homme sur le champ de bataille et l'épée d'honneur qui fut présentée alors à ce chef de la 4e brigade, par ses braves frères d'armes, me dispensent de m'abaisser à justifier la conduite de mon fils.

« *Pas un jour, pas une heure l'armée des Vosges n'a combattu l'armée de Manteuffel pour l'empêcher de marcher vers l'Est contre Bourbaki.* »

» C'était probablement Perrot et ses

collègues de Versailles qui se battaient et repoussaient l'ennemi les 21, 22 et 23 janvier, trois journées de combats presque sans interruption, où j'avais à ma disposition environ 8,000 hommes de l'armée des Vosges, 15, 000 gardes nationaux mobilisés et conduits par le général Pélissier, dont une partie était sans armes, dépourvne des objets indispensables pour une campagne, qui, en peu de jours, avaient été placés sous mes ordres, force à peine suffisante pour défendre nos positions.

A la fin, et au moment de l'armistice, — (dans lequel, sans le savoir, nous avions l'honneur de n'être point compris), — de la capitulation de Paris et de la retraite en Suisse de l'armée de l'Est, on m'envoya de la cavalerie, de l'artillerie, ainsi que tous les mobilisés dont on pouvait disposer. Mais il était trop tard, et si nous étions restés 24 heures de plus à Dijon, nous aurions été tout simplement entourés et coupés par des forces considérablement supérieures.

Oh ! si la France pouvait déchirer les pages de son histoire qui portent l'empreinte de l'année terrible et qui sont écrites avec une plume trempée dans la fange (*intinta nel fango*) de son aristocratie, de son clergé et de ses maréchaux !

Mais qui peut effacer les récits de l'histoire ? Et qui lavera ce noble peuple de la double souillure de l'aristocratie et du prêtre ?

La liberté opérera certainement ce miracle.

VOTRE GARIBALDI.

P. S. Si l'armée de l'Est, informée comme moi de la marche de Manteuffel, au lieu de se retirer en Suisse par les montagnes du Jura, alors couvertes de neige et de glace, avait battu en retraite par la vallée du Doubs, sa ligne naturelle de communications et d'approvisionnements, dans laquelle elle s'appuyait sur les places fortes de Besançon et d'Auxerre et où nous, qui occupions le Mont-Vollard dominant Dôle et Dijon et ses alentours, nous l'aurions certainement soutenue de tout notre pouvoir, elle n'eût pas essuyé un aussi terrible désastre.

Mais le général Bourbaki, refusant de se mettre en communication avec le *guerillero* Garibaldi, ne m'a jamais donné avis de ses opérations ni de sa situation, bien que son armée eût pu exécuter la marche de flanc de la Nièvre à la vallée du Doubs, couvertes par les petits corps de notre armée du côté gauche où se trouvait l'ennemi.

Lorsque je reçus l'avis de cette fatale retraite, je me mis en route avec une petite avant-garde sur la voie ferrée pour l'aider, en donnant ordre à tous les corps de me suivre. Mais en arrivant à Lons-le-Saulnier, j'appris que l'armée de l'Est avait déjà pénétré en Suisse.

Mouvement ouvrier et nouvelles diverses.

France.

(*Correspondance parliculière de* L'AMI DU PEUPLE.)

Paris, le 15 Nivôse an 83.

Il fait froid et la misère est grande à Paris, tout le monde s'en plaint et les commerçants, grands et petits, ne savent plus quel truc employer pour faire venir la clientèle ; ils ont beau diminuer tant qu'ils peuvent le prix de la marchandise, leurs magasins n'en sont pas moins déserts, mais malheureusement ce n'est pas seulement au commerce que s'étendent toutes ces calamités, ce sont les travailleurs surtout qui s'en ressentent dans tout ce qu'ils ont de plus cher. — Chaque jour la misère emporte cruellement des femmes, des enfants, que l'on trouve morts de froid et de faim sur le pavé des rues.

Dernièrement encore, les agents trouvèrent sur le boulevard Richard-Lenoir, une femme âgée accotée à un arbre et lorsqu'ils la touchèrent, elle tomba raide à leurs pieds ; cette femme était gelée !!! Des cas semblables se produisent journellement dans la capitale et pendant que la population ouvrière meurt de faim et de froid, le fantoche maréchal Mac-Mahon donne des soirées brillantes à l'Elysée National ; l'assassin des communeux ne pouvant plus aujourd'hui massacrer les travailleurs comme il était si content de le faire en 1871, les réduit maintenant aux plus cruelles souffrances ; c'est là ce qu'il appelle le règne de l'*Ordre moral ;* aussi les travailleurs attendent-ils avec impatience le moment où ils pourront se lever pour écraser toute cette vermine qui siége à Versailles et qui se gorge de plaisir à Paris.

On dit que le garde chiourme de la République songe sérieusement à faire organiser ses pouvoirs par des lois constitutionnelles qui seraient en quelque sorte la reconnaissance de la République, aussi les partis monarchistes n'entendent pas de cette oreille et veulent perpétuer autant que possible le *statu quo* ils ne pensent qu'à former un bon *cabinet de combat*, pour anéantir le radicalisme. On a beau leur dire que cela n'est pas organiser un gouvernement, ils ne comprennent et ne veulent que l'état de chose actuel ; cependant comme la gauche est assez disposée à organiser les pouvoirs du crétinat impersonnel. (M. Gambetta espérant bien en hériter.) On dit qu'à la rentrée de la Chambre le ministère présenterait les projets de lois, mais comme il est peu probable qu'on s'accorde sur ce point et comme on sait qu'il est impossible avec l'Assemblée actuelle d'organiser autre chose que de trouver la blessure du glorieux vaincu de Sedan, ou en conclut que le nouveau cabinet sera un cabinet de dissolution.

Cela jette une lueur d'espérance dans ce malheureux pays et fait prendre patience aux plus intrépides, qui voudraient démolir de suite Crétin Ier et sa suite.

Pendant ce temps, les travailleurs de Paris songent sérieusement au moment où ils pourront sortir du silence et faire entendre leurs justes réclamations, et où, appuyés par le souvenir du passé et leur courage, ils feront leurs affaires eux-mêmes et installeront sur des bases solides la Commune à Paris SILEX.

P. S. On trouve ce qui suit dans *la France*, journal clérical et réactionnaire ; ce chiffre officiel de 20,604, n'est certes pas exagéré, car si on voulait se donner la peine de reviser, on trouverait un chiffre beaucoup plus fort. S.

On lit dans la *France* :

« Le chiffre officiel des individus arrêtés pour participation à l'insurrection de Paris est de 20,604.

» En juillet 1874, sept convois ont amené en Nouvelle-Calédonie 3,324 condamnés et 20 femmes, parmi lesquels 34 occupent des professions libérales, 104 sont commerçants ou industriels, 362 ouvriers en métaux, 259 ouvriers en bois, 487 ouvriers en bâtiments, 221 ouvriers pour vêtements, 221 employés divers, 108 ouvriers pour les travaux de la terre, 1,003 professions diverses, 200 au service d'autrui, 174 militaires en désertion, 19 sans profession, 45 professions inconnues, 107 rayés des contrôles pour diverses causes.

» 732 résident à la presqu'île Ducos, 2,114 à l'île des Pins, 371 sur des points divers de la Grande-Terre. »

***

Grande-Bretagne.

(*Correspondance particulière d'Irlande de l'*AMI DU PEUPLE).

Tout est misère, ignorance et cupidité dans ce pays livré aux influences cléricales des *clergemen* envoyés de Rome pour fanatiser ces belles contrées courbées sous le joug despotique de l'Angleterre et sous la domination des fakirs mitrés et des petits-frères ignorantins, les dignes missionnaires envoyés du Pape. Là, l'esprit d'association, de solidarité, qui fait la force des ouvriers anglais, n'a point de prise sur ces troupeaux d'hommes et de femmes confondus pêle-mêle avec les troupeaux de bétail et se partageant entre eux les produits de la terre et les douceurs du pays.

Les Irlandais ont été avant tout patriotes et fermes défenseurs de leur indépendance ; aussi le clergé catholique, en opposition avec l'Angleterre, y a-t il trouvé de bons éléments pour combattre la religion anglicane, et sous le prétexte de délivrer ce peuple de la domination anglaise, il en a fait le peuple le plus asservi, le plus religieux et le plus cupide du continent.

Je me souviens avoir vu à Londres les Irlandais qui y résidaient rechercher avidement la fréquentation des *frenchmen*, qu'ils croient tous catholiques ; quand ils entendaient parler français dans un public house, vite ils s'empressaient autour du groupe qui tenait la conversation et là, sans rien comprendre, ils vous prenaient les mains et vous les serraient avec effusion, et faisaient des signes de croix à n'en plus finir ; on avait beau leur dire que nous sommes des hérétiques, des athées, ils n'en continuaient pas moins leurs momeries. Un jour, fatigués de tant d'amabilités, d'affectuosités de toutes sortes, l'un de nous eut l'idée de dire à ces Irlandais, catholiques et crétins, croyant qu'ils nous laisseraient tranquilles, que c'était lui qui avait fusillé l'archevêque de Paris. Vous croyez qu'ils se fâchèrent. Pas le moins du monde. Nous étions français, nous devions être catholiques, c'était là tout leur raisonnement.

Il faut croire que les calotins de ce pays montre la France, fille aînée de l'Eglise, comme sujet d'imitation à leur dévotion et à leur fidélité envers le très-saint Ignace de Rome.

Enfin la misère et la profonde ignorance de ce peuple proviennent de sa fanatisation par le clergé romain et de ses mauvaises habitudes, qui, loin d'être combattues par les bons pères de l'Eglise, sont encouragées et soutenues de leur mieux.

A en juger par le rapport trimestriel du contrôleur en Irlande, il semblerait que la seule chose pour assurer le bien-être du peuple Irlandais, fût une réforme sanitaire. Il n'ose attaquer le vrai côté, mettre le doigt sur la plaie, qui est le fanatisme et le crétinisme des populations.

On trouve ce qui suit dans le rapport officiel qui concerne une petite ville appelée Scrabby : — « Dans plusieurs » maisons j'ai vu un abri de porcs établi » dans un coin de la pièce principale, à » côté d'un lit où gisait un malade atteint » de la scarlatine, plus une chèvre attachée dans un autre coin, et une mare » à déjections devant la façade. »

« Evidemment, le chef de cette maison faisait exception à la règle qui veut que les Irlandais aient tous une tendre affection pour les animaux. Autrement, il n'eût pas souffert que ses porcs et sa chèvre fussent exposés au danger de vivre dans la chambre d'un malade de race humaine. Le pauvre homme, probablement, n'avait pas conscience du danger que couraient ses favoris, jusqu'au moment où le visiteur officiel vint visiter l'habitation, après quoi il n'aura pas perdu du temps pour éloigner la personne malade.

» Comme le rapport signale d'autres faits analogues, il est bon d'avertir les fermiers et les paysans irlandais qu'en faisant coucher leurs femmes et leurs enfants dans la même pièce pêle-mêle avec les porcs, ils exposent sans cesse ces intéressants animaux à un grave danger. C'est ainsi qu'un autre visiteur, en constatant la mort de la femme d'un brave fermier fort à son aise, ajoute : « J'ai trouvé la maison pleine de saletés » et d'une odeur fétide, par le fait de » plusieurs porcs logés à l'intérieur, tellement que je n'aurais pas été surpris » que tous les habitants humains avaient » péri. » Peut-être une considération de cet ordre pourrait n'avoir que peu de poids en Irlande. Si le visiteur avait dit : « Il n'aurait pas fallu s'étonner que tous les porcs eussent péri, » une panique aurait pu se propager parmi les fermiers et les décider à employer des moyens de désinfection. Aussi nous croyons-nous obligés d'avertir le paysan irlandais du danger de la contagion pour ses bêtes condamnées à vivre parmi les êtres humains. Par exemple quel terrible remords n'aurait pas éprouvé le fermier à son aise, si le sort eût voulu que sa femme eût survécu tandis que ses porcs auraient péri ! »

***

Londres, 15 Nivôse an 83.

Les *Trades Unions* viennent de lancer au public un manifeste dans lequel ils font ressortir l'importance de la fédération des *Trades Unions* pour s'opposer avec succès aux combinaisons formées par le capital.

***

On nous écrit de Cardiff :

Une dernière conférence a eu lieu le 29 décembre entre les patrons de la Galle du Sud et les délégués des ouvriers mineurs employés dans le district.

Le résultat rend plus probable que jamais la nécessité d'une grève.

Halliday, au nom des ouvriers, a insisté auprès des patrons pour déférer la question débattue à un arbitrage. Mais l'association a refusé ce mode d'arrangement, M. Fothergill ayant fait remarquer qu'il a produit des résultats désastreux à Middlesbrough et qu'il ne pouvait recevoir aucune application dans la Galle du Sud.

Les délégués ont proposé ensuite de nommer douze patrons et un nombre égal d'ouvriers pour procéder conjointement à un examen des comptes, afin de voir si la situation actuelle du marché justifie la réduction des salaires, moyennant quoi une décision serait prise qui lierait les deux parties.

Les patrons se sont empressés de ne pas accepter, disant que les ouvriers devaient s'en rapporter à leur parole en ce qui concerne l'abaissement des salaires.

Alors les délégués ont signifié que le grand corps des travailleurs (Werkpeople) est décidé à repousser la réduction, jusqu'à ce qu'on lui ait fourni la preuve évidente de son opportunité.

Au premier jour de l'an, les contrats étant expirés, cinquante mille mineurs du pays de Galles se sont mis en grève.

ARGILE.

***

Allemagne.

Nous trouvons dans le *Morning Post*, de Londres, les observations suivantes, sur les progrès du socialisme en Allemagne :

Tout une série de symptômes nouveaux démontrent l'importance croissante du mouvement socialiste en Allemagne.

Malgré la pression gouvernementale en usage sur le continent, le parti radical a réuni, aux dernières élections, plus de 400,000 votes, et bien que le nombre des députés élus ne corresponde guère à la force réelle du groupe démocratique, l'audace dont il fait preuve et l'agitation

qu'il sème plongent les fractions conservatrices de la société germanique dans un trouble profond et leur inspirent des craintes non dissimulées.

Ce sentiment de malaise se trouve exposé aujourd'hui d'une façon instructive dans le remarquable ouvrage sur l'histoire des sciences économiques publié par l'éminent professeur Rauscher.

L'illustre savant ne saurait être suspecté d'exagération ; il nous dit cependant que la résurrection subite des doctrines socialistes représente aujourd'hui le problème le plus sérieux et le plus ardu que les hommes d'Etat aient à aborder.

Depuis la première explosion des principes « nivellateurs », après la réforme de Luther, la population allemande est restée pour plusieurs siècles à l'abri des crises sociales. L'année 48 avait inauguré une nouvelle ère politique, nullement une époque socialiste, et les doctrines communistes françaises faisaient au delà tout a changé de fond en comble ; Proudhon, Fourrier et Louis Blanc sont devenus des sortes d'évangélistes aux yeux de millions d'Allemands, et, chose caractéristique, leurs penseurs les plus distingués se sont mis à la tête d'un mouvement tendant à organiser un prolétariat universel pour lui donner la suprématie politique et sociale. « Si, a dit le professeur Rauscher, le radicalisme continuait à croître dans une proportion égale à ses progrès depuis 1866, l'Empire se verrait menacé d'une catastrophe plus terrible que celle du XVIe siècle. »

De la part d'un philosophe aussi calme et aussi compétent, ce sont là des paroles fort sérieuses. Il ajoute que la morale et la religion, non-seulement dans les masses, mais encore dans le corps gouvernant, seraient seules à même de conjurer cette calamité. Les canons Krupp et le fusil Mauser perdent leur efficacité protectrice entre les mains de soldats qui se recrutent dans une population toute pénétrée de doctrines subversives.

La négation de Dieu.

AUX SOLIDAIRES.

La paix de l'âme se puise dans la négation de Dieu.
EUGÈNE STEENS.

AIR DES *Trois couleurs* OU DU *Grenier*, DE BÉRANGER.

Il est un Dieu, plus d'un se l'imagine,
Un Dieu bonhomme, un Dieu de Béranger,
Un Dieu vengeur, fils d'une concubine,
Un triple Dieu qu'on peut boire et manger.
Ah! que de fois, affligé par le doute,
Ai-je sondé néant, éternite,
Quand la raison, que tout prêtre redoute,
Vint m'éclairer sur la Divinité.

—

Par métaphore, on nous le poétise ;
C'est le génie ou c'est l'âme dans l'art ;
C'est un esprit, un pigeon qui courtise,
C'est la nature et c'est même un canard.
Si la matière en matière retourne,
Elle est sans fin, elle a toujours été,
De rien peut-on faire un monde qui tourne?
S'il est un rien, c'est la Divinité!

—

L'homme peut croire en une âme immortelle,
L'âme est dans tout, la science a raison :
L'âme est matière incréée, éternelle,
C'est de deux gaz une combinaison.
C'est un peu d'air : *l'azote et l'oxygène*,
Qui, nous quittant, vole à l'immensité.
Or, c'est la vie, et l'amour et la haine,
Et c'est la paix sans la Divinité!

—

Vois le tomber d'abîmes en abîmes
Ce prolétaire, il est au désespoir;
Vois ce gredin, enrichi par les crimes
Lancer, joyeux, vers Dieu son encensoir.
Est-ce d'un Dieu l'équitable problème?
Le peuple a faim, il est persécuté,
Le sang à flots rougit le diadème,
Et vous croiriez en la Divinité?

—

Pour remplacer la foi par la *morale*,
L'homme de sens doit fustiger l'erreur:
L'erreur, c'est Dieu! cette idole est fatale,
Le genre humain veut vivre sans terreur.
Dieu, n'étant pas, n'a point créé le monde.
L'homme fit Dieu, le *néant* est fêté!
Mais la vertu sur la raison se fonde,
Le crime vient de la Divinité!

—

Dieu, c'est un mythe, une œuvre d'imposture,
C'est des tyrans le complice et l'appui.
Dieu, c'est la guerre aux lois de la nature,
Le sang qui coule en Pologne aujourd'hui.
Dieu, c'est l'argent qu'extorque un vil jésuite
Au vieux *Deboey* par l'enfer hébêté.
C'est le vautour qui guette et qui médite.
Le mal enfin, c'est la Divinité!

—

Le progrès marche et l'esprit se délie
Du droit divin, des pouvoirs absolus;
A le frapper le fer s'émousse et plie,
Gronde l'orage, on ne se signe plus:
On dompte tout, l'eau, le feu, le tonnerre,
Et la vapeur souffle la liberté,
Grâce aux savants, que l'on jetait naguère
Dans les bûchers de la Divinité!

—

Garde ton Dieu qui frappe et récompense,
Sombre déiste éreinté par la peur!
Un autre monde est un leurre, je pense,
Que le bon sens refoule avec horreur,
Que désormais, l'hypocrite me blâme,
Qu'à mon aspect, il fuie épouvanté,
Qu'importe à moi! moi, j'ai la paix de l'âme,
Ai-je besoin d'une Divinité?

EUGÈNE STEENS.

Le fleuve et le châtelain.

(*Fable.*)

Un grand fleuve coulait calme, majestueux,
Au pied d'un beau domaine,
Quittant parfois son lit pour aller dans la plaine
Déposer sur les prés un limon précieux.
Le maître du château, qui voyait avec peine
Jusque dans ses jardins le fleuve s'élancer,
Ordonna de placer
En avant de son bien une digue puissante.
La chose faite, au gré de son attente,
Il ne vit plus chez lui les importunes eaux
Envahir et ses parcs et ses riants berceaux.
Mais le fleuve montait et cherchait une issue,
Si bien que, sans cesse battue,
Si forte qu'elle était, la digue fut rompue.
L'onde alors en chemin
Emporta tout comme l'orage:
Fascines, poutres, terre, arbres, château,
Le châtelain, son entourage, jardin
Et courut aux prés du rivage
Porter tout le limon dont les avait privés
Durant des mois entiers l'imprudent égoïste..

Moralité.

Hommes heureux du jour, vainement vous rêvez
Pour jouir pleinement de vos biens réservés,
D'arrêter le progrès, à qui rien ne résiste...
Opposez la digue au courant,
Comme ce fleuve, il devient un torrent!

B. DELESALLE.

Erratum.

Compagnons Rédacteurs,

Veuillez me permettre de signaler trois omissions importantes dans mon article: *Les Bases de la Morale*, récemment publié en feuilleton.

2me feuilleton, 4me colonne, après le premier paragraphe: «Ce qui ne veut pas dire qu'elle (la Morale) doit se baser sur la négation de Dieu. Il importe, en effet, de ne s'occuper, ni pour l'affirmer, ni pour la nier, d'une hypothèse vieillie qui n'a aucun fondement rationnel ni aucune utilité pratique.»

Même feuilleton, avant-dernier paragraphe : « Il résulte de ces arguments contradictoires que la réduction de ces quatre bases de la Morale à une seule, dépend du sens plus ou moins étendu que l'on donne aux mots égoïsme et intérêt personnel; c'est donc une simple question de définitions de mots....»

Enfin, je n'ai pas moi-même découvert dans l'œuvre de Confucius les citations de la note du dernier feuilleton. Elles sont tirées d'un article de Wyronboff, dans la *Philosophie positive*, revue Juillet-Août 1873.

C'est par des causes indépendantes de ma volonté que je vous envoie si tard ces rectifications.

Salut et solidarité.

BRIPON.

***

Le travail dont il est question plus haut, et qui a été publié en feuilleton, vient de paraître en brochure, revue et corrigée par l'auteur.

On peut se le procurer au prix de 25 centimes au bureau de *l'Ami du peuple*, rue de la Madeleine, 3.

Une forte remise sera faite aux libraires et aux sections de *l'Internationale* et de *Libre-Pensée*.

Communications et Annonces.

Association internationale des Travailleurs.

Conseil fédéral liégeois.

Congrès extraordinaire

CONVOQUÉ D'URGENCE

Dimanche 10 janvier, à 3 heures de relevée, rue de la Madeleine, 3.

Ordre du jour :

Rapport des délégués au Congrès belge tenu à Verviers le 25 décembre.

Société des Mécaniciens de Liége et des environs.

Assemblée générale et obligatoire le dernier dimanche de janvier, rue de la Madeleine, 3, à midi.

Centre (Hainaut).

Le Conseil fédéral du Centre porte à la connaissance de ses groupes et sections, que l'Assemblée fédérale est fixée au dimanche 17 janvier 1875, à 2 heures de relevée, au local ordinaire, à Jolimont.

Ordre du jour :

1° Suite du rapport du délégué au Congrès de Verviers.

2° Questions administratives.

N.-B. Vu l'importance de l'ordre du jour, nous espérons que les groupes et sections s'y feront représenter.

Pour le Conseil :
Le Secrétaire,
EVARISTE SOHIER.

En vente au bureau du journal, rue de la Madeleine, 3, au 1er :

Le Suffrage universel et la Souveraineté populaire, par le citoyen BROUSSE. 0,80

Le Compte-rendu du Congrès autonome de « l'Internationale, » tenu à Genève en 1873. 0,75

Rapport sur les services publics dans la nouvelle société, présenté au dernier Congrès de Bruxelles par la Section bruxelloise. 0,35

Librairie VERRYCKEN.

Avenue de la Porte de Hal, 34, près de la station du Midi, à Bruxelles.

On y trouve toute espèce d'ouvrages socialistes, philosophiques et historiques.

EN VENTE :

Esquisses historiques

Etudes populaires sur les principales époques de l'histoire de l'humanité.

Cet ouvrage est publié en plusieurs séries, qui forment chacune un vol. séparé.

La première série coûte 1 fr. et comprend les chapitres suivants :

I. *Origine de l'homme.* — II. *Les premières civilisations.* — III. *La Grèce.* — IV. *Rome.* — V. *Le christianisme.*

Le but de cette publication est de mettre à la portée de tous, et spécialement des classes ouvrières, des connaissances historiques sérieuses et basées sur la science moderne. La plupart des ouvriers n'ont aucune idée distincte des grands faits qui forment l'histoire de l'homme, et si quelques-uns ont reçu à l'école quelques notions à ce sujet, ces notions sont si contraires à la réalité des choses, que l'ignorance complète serait encore préférable à un enseignement routinier et superstitieux, qui dénature les faits et fausse le jugement de ceux qui le reçoivent. Cependant la connaissance exacte du passé est indispensable à tout homme qui veut comprendre le présent : pour voir où nous allons, il faut savoir d'où nous venons.

Ce sera donc contribuer à l'émancipation du peuple que d'écrire pour lui, dans un style simple, le récit de l'histoire de l'humanité, en dépouillant cette histoire de toutes les fables dont les superstitions théologiques et monarchiques l'avaient si longtemps recouverte. L'histoire de l'humanité, pour être digne de ce nom, doit être celle du travail, des arts, des sciences, de la philosophie, de l'accroissement du bien-être matériel et de l'affranchissement de l'esprit humain : c'est là le programme que l'auteur cherche à remplir dans les *Esquisses historiques*.

Les demandes d'envoi devront être accompagnées du montant soit en timbres ou en mandat sur la poste.

Librairie VUILMET,

PÈRE ET FILS,

RUE DU VIADUC, 62, A IXELLES.

Ouvrages nouveaux et en cours de publication : Arts, sciences, histoire, romans, philosophie et politique, à terme ou escompte de 10 p. c.

Pour paraître prochainement :

UN

VOYAGE DE CIRCUMNAVIGATION

France — Nouvelle-Calédonie
Australie — Angleterre
Rade d'Aix-Brest-Dakar-Gorée-Hobson's Bay
Ile des Pins-Nouméa
Australie-Newcastle-Sydney-Melbourne

LIVRE I

LA DÉPORTATION

LIVRE II

L'ÉVASION

LIVRE III

LE RETOUR

Conclusion

L'ouvrage paraîtra en quatre fascicules de 73 à 80 pages, au prix de 50 centimes chacun.

On peut souscrire au bureau du Journal.

EN PRÉPARATION :

LAURE

Roman de mœurs françaises.

Liége, RICHARD MAYEU, éditeur, rue des Brasseurs, 1.